

Communiqué de presse

Paris, le 14 novembre 2022

PLFSS 2023 : des discours immédiatement contredits par les choix effectivement retenus.

Il est habituel que les gouvernements habillent leur projet de loi de finances, et maintenant également leur projet de loi de financement de la Sécurité sociale, de propos volontaristes laissant entendre que les priorités gouvernementales visent à améliorer la sécurité et les moyens de vivre de l'ensemble de la population. Et, chaque année, nous constatons que ces discours accompagnent des choix financiers qui vont à l'opposé de ce qui est annoncé. La caricature de ce grand écart, de ces grands mensonges, nous l'avons rencontrée lors de chaque « réforme » des retraites : à chaque fois, il nous était dit qu'il s'agissait de sauvegarder « notre système de retraite auquel nous sommes tous attachés ». Et, réforme après réforme, nous voyons bien qu'il s'agit, en fait, de casser ce système pour ouvrir le « marché » de la retraite aux capitaux en fragilisant le système par répartition et en le rendant de moins en moins sécurisant.

Cette année, avec la présentation du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2023 (PLFSS 2023), nous avons droit à du très grand art en matière de duplicité. Il nous est dit que le pays a besoin de services hospitaliers qui soient en mesure de répondre aux besoins multiples de la population sur l'ensemble du territoire. Mais le budget des hôpitaux va augmenter de 4,1 %, soit bien moins que l'inflation. Ceci signifie que les fermetures de lits et les fermetures d'hôpitaux vont continuer. C'est-à-dire que les conditions de travail du personnel hospitalier vont encore se dégrader, et pas seulement dans les services d'urgence, que les déserts médicaux vont continuer de s'étendre, que certains actes nécessiteront des déplacements risqués, que des malades seront confrontés à des risques supplémentaires. Les professionnels le dénoncent de plus en plus : certains manques de crédits tuent ! C'est aussi ce tel environnement, de telles conditions de travail, une telle perte de sens du métier de soignant qui accélèrent les démissions dans un secteur déjà en très grande insuffisance. Pendant le même temps, les « revalorisations » du point d'indice dans la fonction publique hospitalière (+ 3,5 %, soit beaucoup moins que l'inflation) vont gommer en deux ans les quelques aménagements qui ont pu être attribués à une partie des agents à l'issue du « Ségur de la Santé ».

En ce qui concerne les EHPAD, le PLFSS 2023 est lui aussi très loin des promesses du candidat Macron (création de 50 000 postes supplémentaires d'ici à la fin du quinquennat). Avec les moyens financiers attribués, ce sont seulement 3 000 créations de postes qui pourront être financées, soit un demi-poste par EHPAD ! Nous sommes bien loin de la nécessité reconnue déjà dans un certain nombre de pays : un agent par résident. Les scandales dénoncés en début d'année 2022 quant aux maltraitances dont sont victimes les personnes en EHPAD dans trop d'établissements, et ce malgré les efforts des personnels, vont donc se poursuivre. C'est le choix du Président de la République et de la majorité parlementaire qui accepte et soutient de tels choix : continuer d'appauvrir les caisses publiques par les suppressions d'impôts des plus riches et par les exonérations de cotisations sociales sans contrepartie qui, les unes et les autres, saignent les caisses publiques.

Les résultats de ces choix politiques, nous les voyons tous les jours : une minorité toujours de plus en plus riche, qui fait exploser le marché du luxe, celui du « marché de l'art » et celui des constructions de bateaux de plaisance pharaoniques, qui peut s'acheter des entreprises de plus en plus puissantes, qui pèse désormais plus que le PIB de nombre d'États et, pendant le même temps, des populations toujours plus nombreuses qui connaissent la misère, même dans les pays dits riches et développés. En cette fin novembre 2022, les militantes et les militants de l'UNIRS, avec celles et ceux des autres organisations de retraités, rencontrent les députés et les sénateurs et les mettent face à leurs responsabilités : il faut changer de priorités politiques et traduire ceci par d'autres lois de financement.